

CONSEIL DEPARTEMENTAL 4 DECEMBRE 2025

RELEVÉ DE DECISIONS

19 Présents, 2 visio

1^{er} 2) Compte rendu CN et Situation départementale : 13 camarades ont participé aux échanges consécutifs aux deux présentations.

D'une manière générale l'accent mis par le CN sur les questions de la Paix rassemble un assentiment unanime de même que la nécessité de mettre plus en avant nos propositions et projet communiste.

Le constat de notre intervention insuffisante en direction des salariés et de la population est soulevé alors que le débat politique est en recul y compris dans le monde syndical.

Le poids des idées de l'extrême droite pèse sur les consciences, tout en constatant que nous avons participé à convaincre l'opinion sur le fait que l'argent existe pour qu'une meilleure répartition du produit des richesses est possible et nécessaire pour contribuer au financement des budgets publics.

Cela ouvre la possibilité d'autres avancées sur la gestion des entreprises et de l'économie, sur le contenu du travail.

Un camarade a rappelé le travail de mise en cohérence de nos propositions réalisé à l'occasion du « Plan climat 2050 » qu'il conviendrait de mieux valoriser et de s'inspirer dans notre travail.

Concernant le compte-rendu du CN, un échange a été amorcé sur le positionnement stratégique d'une candidature à la prochaine échéance présidentielle ainsi que la lisibilité de notre projet politique.

C'est un débat qui se poursuivra dans les mois à venir.

Concernant le point 2, différentes initiatives de la Fédération ou de la Coopérative des élus ont été engagées.

- Demande auprès du préfet de la réception d'une délégation de la Coopérative pour présenter nos propositions notamment la question des mobilités (favoriser les trains du quotidien et les transports en commun) mais aussi de l'agriculture, de la gestion de l'eau, de l'étranglement financier des collectivités territoriales (A suivre...)
- Envoi d'un courrier à la Présidente du CD 66 afin d'étudier la modernisation de la liaison ferroviaire entre le port de Port-Vendres et le réseau national de chemin de fer.
- Envoi d'un courrier dans toutes les communes pour protester contre les pressions exercées dans le cadre du Congrès National des Maires sur les élus locaux pour encourager la course aux armements et la spirale guerrière.
- Proposition d'organiser des initiatives du Parti mais aussi « unitaires » le 24 Janvier 2026 lors du rétablissement de la circulation des trains sur la ligne Perpignan-Villefranche.

Notre Fédération appelle également à participer aux initiatives pour le respect des droits humains concernant le Sahara occidental (10.12.2025 à Perpignan) et les droits des migrants (18.12.2025).

Sur cette question au-delà de l'affichage des soutiens de principe, il est important de développer des initiatives concrètes en direction des familles et des personnes concernées, pour cette raison,

- Prise en compte de la demande d'aide financière du MRAP et de RESF dans leurs campagnes pour venir en aide aux familles de migrants de plus en plus plongées dans la précarité par les politiques gouvernementales.

3). Point d'étape sur les municipales Avant la tenue du CD une réunion vient de se dérouler avec les secrétaires de section afin de faire un tour d'horizon sur les municipales.

Le constat général est celui de la multiplication de listes dites apolitiques qui masquent dans la majeure partie des cas des opérations de listes « managées » par la droite et l'extrême droite qui masquent les véritables enjeux de ces élections.

Ils développent des illusions sur les capacités d'initiatives dans les collectivités alors que l'heure doit être à la résistance face à l'offensive pour diminuer les dépenses publiques et les services publics de proximité.

A noter un investissement des organisations patronales et de certains responsables socio-professionnels pour conforter cette stratégie destinée à asservir la gestion des collectivités locales dans le sens de la privatisation des services et de la main mise sur les fonds publics.

Dans ce contexte il est plus difficile de développer des initiatives locales sur l'échéance des municipales.

Notamment en raison du découragement qui pèse sur nombre d'électeurs mais aussi parfois de militants qui se reconnaissent dans la colère ambiante mais qui aussi subissent l'offensive médiatique destinée à nourrir la résignation et favoriser objectivement l'extrême droite et les idées populistes de différentes veines.

Dans les municipalités d'une certaine taille ou exercent des maires communistes (Cabestany, Alénia, Elne) des équipes unissant les divers courants de la gauche, des écologistes et citoyens progressistes se mettent en place. A Estagel en l'absence d'initiative du maire sortant, un accord PCF-LFI se met en place avec le même état d'esprit.

Dans une quinzaine de municipalités de plus petite taille des équipes mues par les mêmes principes se constituent.

A Maury, Vernet-les-Bains, Banyuls, des collectifs se constituent sur la base du travail accompli par des élus minoritaires sortants.

Dans une dizaine d'autres plus importantes (Céret, Thuir, Rivesaltes, Prades, Illes ...) des élus communistes seront présents dans les équipes soumises à l'approbation de la population.

Idem au niveau de l'Agglo de Perpignan avec des processus qui ne sont pas encore finalisés comme à Canet, Toulouges, Canohès, Saint Estève.

Concernant Perpignan, il convient de redoubler d'efforts pour obtenir le rassemblement des listes progressistes sans lesquelles il est illusoire d'espérer une possibilité d'accord de second tour faute d'atteindre le seuil nécessaire et ainsi d'ouvrir un nouveau mandat sans partage du RN sur la ville.

D'une manière générale il conviendra aussi de porter des propositions concernant la démocratisation des intercommunalités qui concentrent plus de compétences au détriment des communes, qui aussi éloignent ce lieu de décisions important du contrôle des habitants.

C'est particulièrement vrai pour la Communauté Urbaine de Perpignan dont la transparence en matière de gestion doit être améliorée et ses projets d'extension abandonnés devant les risques d'effacement de territoires ruraux.

Le temps est maintenant compté afin de faire aboutir les processus unitaires en cours seuls susceptibles de mettre en échec les prétentions affichées de l'extrême droite.

Un point presse sera organisé pour une présentation par les communistes des axes stratégiques de campagne dans le département.

Réunion programmée pour le 16 décembre afin de faire le point avec les responsables de campagne sur les aspects pratiques de la campagne.

4) Fête du TC : Plusieurs contraintes pèsent sur la date de programmation de la Fête.

- Celles liées au processus de préparation de notre Congrès National prévu les 3, 4 et 5 juillet qui nécessite un congrès départemental dans la quinzaine qui précède.
- Celle liée au temps de « récupération » pour nos forces militantes.
- Celle d'autres manifestations festives telle que les Déferlantes programmées les 11, 12 et 13 juillet.

Cela amène à proposer la date des 3 et 4 juillet pour l'organisation de la Fête.

Proposition retenue.

5) Représentante de la Fédération du PCF au collectif départemental des droits des femmes

Martine PALAU représentera la Fédération.

6) Désignation d'un correspondant départemental au Collectif national PCF de lutte contre les idées du RN

Youssef LARHRIB représentera la Fédération.

7 Mise en place Commission numérique

Après appel à candidatures fait il y a quelques mois peu de candidatures ont été enregistrées c'est cependant vital pour le rayonnement de notre activité tant dans le domaine de la communication que dans celle de la maîtrise d'outils de travail nouveaux liés à l'IA afin d'aider les responsables du Parti dans leurs tâches d'organisation et de direction.

Stanislav JGOULEV en relation avec Dominique GERBAULT animera cette commission. Ils seront rejoints par René GRANMONT et Michel CORONAS. D'autres camarades intéressés seront les bienvenus y compris des non-membres du CD.

Une première initiative sera **d'organiser une journée d'étude et de travail** sur cette thématique le plus vite possible.

8 Commission « international et Paix »

Accord du CD pour créer cette Commission.

La feuille de route sera précisée et la composition de la commission sera soumise lors d'un prochain CD. Des camarades sont d'ores et déjà volontaires pour y participer. Un rappel des règles de fonctionnement du travail des commissions sera fait à l'occasion de sa mise en place.

Prochaine réunion du Conseil départemental le 13 janvier 2026 à 18h30

RAPPEL AG de rentrée le 30 janvier 2026 à la Fédération.